



# Rapport économique 2023

## Zimbabwe

Août 2023

### Résumé

Depuis la fin de l'année 2022, le gouvernement du Zimbabwe s'est engagé dans un processus de règlement de sa dette publique et d'apurement de ses arriérés auprès des créanciers internationaux. L'examen de trois projets de matrices de réformes politiques portant sur l'économie, la gouvernance, le régime foncier et l'indemnisation des fermiers (notamment suisses) commerciaux en vertu des accords BIPPA se poursuit. L'ambassade à Harare y joue un rôle actif à travers la nomination de l'ambassadeur en tant que coprésident du groupe de travail spécifique sur la réforme agraire (avec le Bureau de la présidence du Zimbabwe). La dette totale du Zimbabwe s'élève à USD 17,5 milliards. Malgré le haut potentiel économique du Zimbabwe, la croissance de son PIB a connu un ralentissement notable en 2022, passant de 8,5% à 3%. La diversité et la richesse de ses sols ont été les principaux contributeurs au revenu national avec une augmentation des exportations de platine, chrome, or, charbon et diamants. Les licences d'exportations de lithium brut ont été suspendues dans le but de développer une industrie locale, alors que les investisseurs étrangers affluent pour s'implanter dans le secteur. Les agriculteurs devraient bénéficier d'une meilleure récolte avec une saison des pluies favorable qui intervient après une année de sécheresse. Le secteur du tourisme a pleinement repris ses activités en mettant au-devant de la scène les chutes Victoria, les parcs nationaux et le site du Great Zimbabwe. La rénovation récente de deux nouvelles centrales thermiques représente une avancée positive pour la capacité industrielle du pays. Cependant, l'approche des élections en août 2023 a augmenté les dépenses hors budget, les opérations quasi fiscales et l'instabilité du taux de change, marquant ainsi un retour de l'hyperinflation à 700%. La monnaie locale a subi une dévaluation importante de plus de 90 % sur le marché parallèle lors du premier quart de cette année. Le déficit dans le compte courant s'est creusé avec l'augmentation des importations et une baisse des prix mondiaux sur les biens exportés par le Zimbabwe. En outre, le conflit en Ukraine entraîne une hausse des prix des céréales et de l'énergie, exacerbant davantage les pressions inflationnistes nationales. L'imprévisibilité des politiques économiques et l'environnement politique préélectoral instable sont autant de défis pour l'économie du Zimbabwe en 2023. La production et les investissements sont toujours contraints par une corruption endémique, un contrôle étatique excessif, une faible protection des droits de propriétés, un système fiscal complexe ainsi qu'un manque de capacités de la part des secteurs bancaires, imputé aux sanctions économiques. Malgré cela, les multinationales suisses restent parmi les plus importantes du pays. Au-delà de créer des emplois, certaines contribuent à l'élaboration de programmes nationaux de développement. Par ailleurs, la création de la chambre de commerce Suisse-Zimbabwe témoigne d'une volonté de redynamisation des échanges. Le principal problème économique en suspens entre la Suisse et le Zimbabwe reste la question de l'indemnisation des fermiers expropriés.

## **TABLE DES MATIÈRES**

1. SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE .....	3
1.1. Signes positifs .....	3
1.2. Situation de crise préélectorale .....	3
1.3. Contraintes à la croissance économique .....	4
1.4. Conclusions sur la situation économique .....	7
2. SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES .	7
3. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE .....	10
3.1. Politique et priorités du pays hôte .....	10
3.2. Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) .....	10
4. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	11
4.1 Evolution et perspectives générales.....	11
4.2. Commerce bilatéral .....	12
5. INVESTISSEMENTS DIRECTS .....	12
5.1 Evolution et perspectives générales.....	12
5.2. Investissements bilatéraux .....	13
6. PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE .....	13
6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse.....	13
6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse.....	14
ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	15
ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	16
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	17
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....	18
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....	19

## 1. SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

---

### 1.1. Signes positifs

#### a) Avancement du dialogue autour de la dette

En décembre 2022, le gouvernement zimbabwéen a mis en place une plateforme de dialogue structuré avec l'ensemble de ses créanciers, institutions de Bretton Woods et Club de Paris, destinée à étayer le processus d'apurement des arriérés et de résolution de la dette. Comme condition au dialogue sur la dette, les prêteurs insistent pour que le gouvernement s'engage dans un processus de réformes. Il s'agit notamment d'introduire un marché des changes amélioré et d'éviter les financements hors budget. Au niveau technique, des groupes de travail apportent leur contribution sur les réformes de gouvernance, économiques et foncières. Le succès de cette entreprise dépend principalement d'une volonté politique qui ne saurait intervenir qu'après les élections d'août 2023.

#### b) ZITF 2023

Lors de cette édition de la foire internationale de commerce (ZITF2023), la participation internationale était au centre de l'attention. Les représentations du Royaume-Uni et des États-Unis ont été félicitées par le gouvernement pour leur présence et les relations commerciales croissantes qu'elles entretiennent. L'ambassadrice du Royaume-Uni a souligné que la continuité des affaires était assurée entre les nations qui ont imposé des sanctions et le Zimbabwe, car seules quelques personnes et institutions étaient réellement concernées.

#### c) Saison des pluies favorable

Après une année de sécheresse ayant impacté la production d'énergie hydraulique ainsi que les récoltes, le secteur agricole du Zimbabwe a vu des améliorations grâce à des précipitations favorables dans le nord du pays au cours de la seconde moitié de la saison des pluies 2022/23. Une récolte de 2,3 millions de tonnes de maïs, céréale de base dans le pays, est attendue cette année, soit un bond de 58 % par rapport à la saison précédente.

### 1.2. Situation de crise préélectorale

#### a) Hyperinflation: le retour masqué

L'inflation au Zimbabwe est principalement alimentée par la croissance de la masse monétaire et la dépréciation du taux de change, mesurée par le taux officiel. L'inflation est revenue à trois chiffres, bien qu'en baisse depuis août 2022. Supérieur à 280 % en avril 2023, les analystes estiment que le taux d'inflation est en réalité supérieur à 700 %. Les calculs d'inflation mixte dissimulent le véritable coût de la vie. C'est ainsi que L'Agence nationale des statistiques du Zimbabwe (ZimStat) a signalé une baisse de l'inflation annuelle de 92,3 % à 87,6 %. Bien que la prédominance du dollar américain dans les transactions ait entraîné un taux d'inflation, en apparence, stable, les fonctionnaires et les autres travailleurs officiellement employés gagnent principalement en monnaie locale faible. En parallèle, Le ZWL aurait perdu, selon les dernières statistiques, plus de 90 % de sa valeur sur le marché parallèle au cours du premier trimestre 2023. Les dépenses hors budget ainsi que les opérations quasi fiscales augmentent en vue d'élections d'août 2023. La Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ), banque centrale du pays, a lancé en 2022 la production de pièces d'or pour tenter de freiner l'inflation galopante dans un contexte d'effondrement de la monnaie nationale.

La RBZ ne dispose que de 5 millions d'USD à allouer aux entreprises chaque semaine. Le déficit doit donc être comblé par ces dernières sur le marché parallèle, à un taux moins avantageux pour le dollar zimbabwéen (ZWL), résultant en un prix rehaussé en prévision de la future dépréciation du ZWL. Pour lutter contre cette flambée des prix des produits de base, le gouvernement a récemment introduit plusieurs réformes économiques. La disparité entre le taux interbancaire, le marché noir et un taux non encore identifié utilisé

par les détaillants a aggravé la situation. Dans ce contexte de hausse continue des prix des denrées alimentaires et de faible pouvoir d'achat, le dernier rapport du Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET) indique que les citoyens, dépendant directement de leur salaire, risquent d'être les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Aussi, la guerre en Ukraine, en raison des prix élevés des céréales et de l'énergie, a exacerbé les pressions inflationnistes intérieures.

#### b) Le PIB en chute

La croissance du PIB s'est ralentie jusqu'à 3% en 2022, comparée aux 8.5% en 2021. Les prévisions pour 2023 indiquent une baisse à 2.5% selon le FMI. En raison des faibles précipitations, la production agricole s'est contractée de 14 % en 2022, après avoir connu une croissance à deux chiffres en 2021. Cependant, une bonne récolte est attendue suite à la dernière saison des pluies abondante. La forte instabilité macroéconomique du Zimbabwe reste un défi majeur, accentué par la volatilité des prix et des taux de change, la mauvaise répartition des ressources productives, la faiblesse des investissements et l'insuffisance des transformations structurelles. L'inflation à trois chiffres a freiné la demande du secteur privé, tandis que l'austérité budgétaire a limité la croissance de la demande et des investissements du gouvernement. Près de 90 % des recettes fiscales sont allouées à l'emploi des fonctionnaires, ce qui laisse très peu de marge pour les dépenses d'investissement.

L'économie du Zimbabwe a été affectée par des chocs intermittents, tels que les sécheresses et la pandémie du COVID-19, qui ont contribué à accroître la vulnérabilité de la population. Les répercussions de la guerre en Ukraine frappent durement les pays en développement comme le Zimbabwe, car l'approvisionnement en carburant et en nourriture, tel que le blé, est interrompu. Cependant, les exportateurs de minerais ont bénéficié des prix mondiaux élevés et, avec le tourisme, ont contribué le plus au revenu du pays.

### 1.3. **Contraintes à la croissance économique**

Le Zimbabwe est le pays le plus malheureux du monde selon "indice de misère" annuel 2023, qui classe près de 160 pays en fonction de facteurs tels que les chiffres du chômage, l'inflation et les taux de crédit bancaire.

#### a) Système monétaire

Le système monétaire zimbabwéen connaît des politiques instables et, en seulement trois ans, le pays a navigué sous trois régimes différents. Le système actuel est un système multidevise qui a été instauré en avril 2020 à la suite de la tentative de dédollarisation totale de l'économie en juin 2019, soldée par un échec total. La législation prévoit l'utilisation de ce système au moins jusqu'à la fin de la stratégie nationale de développement 1 (NDS1 2021-2025). Des enchères hebdomadaires contrôlées avaient été instaurées en juin 2020 en espérant améliorer la transparence et l'efficacité de la distribution des devises étrangères.

Bien que le gouvernement ait mis en place un système multidevise, il essaie de favoriser l'utilisation de monnaie locale, par exemple, en contrôlant les taux d'intérêt pour limiter l'accès et le prélèvement des USD, sans beaucoup de succès. La RBZ a notamment admis dans sa déclaration de politique monétaire que "70% des dépenses intérieures sont en dollars américains", tant la méfiance de la population envers le ZWL est prononcée. Jusqu'aux récentes réformes économiques, le gouvernement continuait à contrôler le marché en fixant le dollar zimbabwéen US\$1:ZWL\$1900 (mai 2023) sur le système de vente aux enchères. Le marché parallèle reste cependant le plus utilisé, ou le dollar se négocie entre ZWL\$3800 et ZWL\$4000 à US\$1 (mai 2023). Cette évolution de taux de change menace la transparence et la responsabilité des transactions laissant place à une marge d'arbitrage conséquente et des comportements de recherches de rentes.

Dans le but de stabiliser le taux de change et de remédier à la pénurie de devises

étrangères, la RBZ a annoncé en mai et juin 2023 une série de mesures importantes visant libéraliser et obtenir un taux de change reflétant le marché. Les nouvelles mesures comprennent également la hausse des limites maximales de transactions interbancaires ainsi que la suppression de l'exigence de liquidation de 90 jours pour les produits d'exportation. Le taux d'intérêt principal de la banque centrale a plus que doublé en 2022 pour atteindre 200 %, le ramenant à 150 % en février 2023, et augmenté la part des revenus que les exportateurs peuvent conserver en devises étrangères ce qui aurait dû marquer le début d'un assouplissement de la politique monétaire.

La nouveauté 2023 réside dans une monnaie numérique adossée à l'or pour les transactions entre particuliers et entre entreprises. Cette dernière a pour but de limiter l'argent liquide et freiner l'inflation. Toutefois, des voix s'élèvent pour relever le fait que cette mesure s'adresse essentiellement à la proportion de la population la plus aisée, plus de 50% ne possédant pas d'épargne.

#### b) Système bancaire et sanctions

A la suite de rapports faisant état d'élections illégitimes et de violations des droits de l'homme, les États-Unis et pays et institutions occidentales, comme l'UE, ont imposé des sanctions à des institutions du Zimbabwe et hauts responsables en 2002. Harare accuse les sanctions d'être à l'origine de l'économie déclinante du pays, tandis que les opposants du régime accusent les mauvaises politiques gouvernementales d'en être la cause. Les sanctions comprennent des interdictions de voyager, des gels d'avoirs et des restrictions commerciales. Le pays a été coupé du système financier international, ce qui a rendu difficile pour les banques locales de mener des activités à l'échelle mondiale, augmentant des coûts de transaction. Cette situation a entraîné une pénurie de devises étrangères. En outre, les restrictions financières ont rendu difficile l'accès du Zimbabwe aux prêts et financements internationaux. Les sanctions ont également entraîné la fermeture et la réduction des effectifs de plusieurs banques internationales qui opéraient au Zimbabwe, réduisant ainsi la concurrence et la capacité globale du secteur bancaire. Le manque de confiance dans le système bancaire pousse de nombreux Zimbabwéens à effectuer leurs transactions en espèces en dehors des circuits officiels, conduisant à une pénurie actuelle de liquidités dans le secteur bancaire. L'adoption de la technologie bancaire électronique se heurte à des difficultés telles que l'instabilité des systèmes de réseau et le scepticisme des clients.

#### c) Dettes et arriérés envers les IFIs

Le Zimbabwe est confronté à une grave crise de la dette, avec une dette publique totale de plus de USD 17 milliards. La majeure partie de cette dette, soit USD 16 milliards, est une dette externe envers les institutions de financement internationales (IFIs), et environ 50 % correspondent à des arriérés de paiement, soumis à des pénalités. La RBZ détenait la plus grande partie de la dette publique avant de la transférer au Trésor national, ce qui témoigne d'un manque d'indépendance et d'une politique erratique. La Banque Africaine de Développement aux côtés de l'ancien président du Mozambique – Joaquim Chissano - ont accepté de servir de médiateurs dans le processus de résolution. Le Zimbabwe s'est engagé dans un dialogue, avec notamment la participation de la Suisse, qui a pu bénéficier de l'optimisme des partenaires de développement. Cependant, la mise en œuvre de ce processus semble peu réalisable à la veille des élections de 2023, au vu, entre autres, des conditions généralement imposées par les IFIs avant d'accorder un quelconque allègement de la dette. La Chine pourrait rester un créancier important, bien qu'à des conditions défavorables pour le pays. Par ailleurs, la question du remboursement a été liée à la promesse d'indemniser les anciens fermiers blancs à hauteur de USD 3,5 milliards et améliorer les systèmes de gouvernance.

#### d) Etat de droit et corruption

Selon *Transparency International*, le Zimbabwe reste à la 157<sup>ème</sup> place selon l'indice de perception de la corruption. Ce phénomène endémique pénètre les secteurs publics et privés, exacerbant les inégalités déjà critiques dans le pays comme en témoigne son faible indice de développement humain (IDH) de 0,59. Malgré une amélioration depuis 1990, le

taux d'extrême pauvreté continue d'augmenter, atteignant 51% en 2023, en raison, entre autres, de la mauvaise gestion des ressources. Des biens comme les diamants, l'or ou encore le tabac sont vendus illégalement, entraînant une perte conséquente pour les secteurs minier et agricole. Des rapports font état de la moitié du PIB zimbabwéen siphonné sur une base annuelle. Les détournements de fonds dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du registre foncier sont monnaie courante. En outre, les droits de propriété sont peu protégés et la protection des droits fonciers est particulièrement faible. Le Zimbabwe a ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). Sur cette base, le gouvernement précédent a mis en place la ZACC (Zimbabwean Anti-corruption Commission). La nouvelle matrice du gouvernement prend également ancrage dans la thématique de la gouvernance, faisant de la lutte contre la corruption un de ces objectifs principaux.

e) Faible capacité de résistance aux chocs

Alors que les régions méridionales ont connu des améliorations, les difficultés d'accès aux intrants, les périodes de sécheresse dans le sud, les précipitations excessives dans certaines régions du nord et les superficies cultivées inférieures à la normale sont autant de défis qui pourraient affecter les prochaines récoltes.

La pandémie du COVID-19 a laissé de grandes séquelles dans le pays qui, malgré un rebond en 2021, a vu son taux de citoyens dans des situations précaires augmenter. Près de 500000 ménages zimbabwéens comptent au moins un membre qui a perdu son emploi, ce qui a fait basculer de nombreuses familles dans la pauvreté. Nombreux ont été les membres du personnel médical et éducatif à se mettre en grève, demandant de meilleures conditions de travail et le versement de leur salaire en USD. Le retour du choléra et le manque de ressources dans le secteur de la santé risquent d'exacerber ces pressions. De plus, de nombreux Zimbabweens quittent le pays à la recherche de meilleures conditions de vie ou d'un emploi. On estime à -25 le solde migratoire dans le pays avec un million de Zimbabweens qui travaillent et vivent en Afrique du Sud, cause de tension et xénophobie entre les deux populations.

Le conflit actuel en Ukraine a des conséquences profondes au-delà des frontières de l'Europe. La déstabilisation de l'Ukraine impacte le secteur agricole de manière globale. Grand importateur d'engrais et d'autres produits agricoles en provenance de l'Ukraine, le Zimbabwe s'efforce de faire face à la montée en flèche des prix. La situation est aggravée par le fait que le Zimbabwe doit également importer du carburant et du blé, dont les prix ont également augmenté. Le carburant constitue 21.5% des importations totales du Zimbabwe selon les dernières statistiques. En outre, la faible croissance des marchés mondiaux a eu un impact négatif sur les prix des métaux et d'autres produits de base dont le Zimbabwe est très dépendant. La chute des prix de l'or, du tabac et du platine depuis 2022 a compromis les perspectives économiques du Zimbabwe pour 2023.

f) Informalisation et faible production

L'enquête sur la main-d'œuvre de 2022 publiée par ZimStat indique que plus de 2,8 millions de Zimbabweens travaillent dans le secteur informel, contre 495 000 dans l'emploi formel. Bien qu'il ne contribue pas au paiement des impôts, le secteur informel consomme des services publics, ce qui fait de la mobilisation fiscale une question cruciale. Le secteur informel a été le principal employeur du Zimbabwe au cours des quatre dernières décennies, ce qui a freiné la croissance de la productivité et le développement à long terme. La complexité du régime fiscal zimbabwéen est une raison importante derrière ce phénomène. Il est plus courant dans les zones rurales, où la numérisation et les canaux bancaires formels sont limités. En outre, les entreprises formelles ont également montré des niveaux croissants d'informalisation, évitant l'imposition et se calquant sur les taux du marché parallèle. Bien que le taux de chômage ait faiblement diminué dans le pays (7.9 % en décembre 2022), ce dernier a presque doublé en 10 ans. La réalisation du plan de développement national et de l'objectif ambitieux de devenir un pays à revenu moyen supérieur d'ici 2030 nécessitera une accélération significative de la croissance de la productivité et une concentration sur la création d'emplois avec un meilleur rendement

dans le secteur formel.

g) Infrastructures en ruine

A son indépendance, le Zimbabwe s'est vu léguer une base solide de production et de transmission d'électricité, de chemins de fer, de routes, de logements, d'eau et d'assainissement qui desservait efficacement une partie de la population. Cependant, les infrastructures du pays sont tombées en ruine et cette désindustrialisation entrave gravement la production et, par conséquent, la croissance économique du pays. Les secteurs de l'eau et de l'électricité constituent les principaux obstacles au développement. Le Zimbabwe dépense environ USD 0,7 milliard par an pour les infrastructures, mais près de 90 % sont mal alloués. Des décennies d'inefficacité ont conduit à l'obsolescence de l'infrastructure TIC du Zimbabwe, qui, à son tour, a récemment entraîné des coupures de courant pouvant durer jusqu'à 20 heures dans les zones à forte densité de population. La pénurie d'énergie dans la région a empêché le pays de dépendre traditionnellement des importations d'électricité en provenance d'Afrique du Sud, du Mozambique et de Zambie. Cependant, avec la fin des travaux, financés par la Chine, et la mise en service de la centrale thermique à Hwange, la situation semble s'améliorer.

#### 1.4. Conclusions sur la situation économique

En résumé, le Zimbabwe a avancé sur la question de la dette et des arriérés de paiement en adoptant une matrice de réformes en partenariat avec ses créanciers. Cependant, le réengagement du pays au niveau international dépend, en grande partie, de sa volonté politique. Les dépenses hors budget, l'hyperinflation à 3 chiffres, l'imprévisibilité des politiques économiques et l'environnement politique préélectoral instable sont autant de défis pour l'économie du Zimbabwe en 2023. L'incohérence des politiques monétaires ainsi que la fixation des prix sont des entraves supplémentaires au développement du secteur privé et investissements étrangers. Cette surréglementation entache l'attractivité et la compétitivité du pays alors que l'exode des cerveaux freine la productivité nationale et capacité d'innovation. La confiance envers le gouvernement et la RBZ s'est grandement érodée, poussant les citoyens à naviguer sur un marché parallèle grandissant. Les tendances actuelles risquent de progresser jusqu'aux élections, et ce, indépendamment du résultat de celles-ci.

## 2. SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

---

a) Agriculture et régime foncier

L'agriculture constitue un point central dans l'économie zimbabwéenne, bien qu'elle ne représente que 7% du PIB du Zimbabwe. Les Zimbabwéens restent en grande partie des habitants ruraux qui tirent leur subsistance de l'agriculture et d'autres activités économiques rurales connexes. Les activités agricoles fournissent des emplois et des revenus (directs ou indirects) à 60-70 % de la population et contribuent à 40 % des recettes d'exportation totales. Bien qu'après son indépendance le Zimbabwe ait été le « grenier à grain » de la région, la mise en œuvre du programme de réforme agraire en 2000 a eu des effets catastrophiques sur la sécurité alimentaire, le taux d'emploi, la capacité industrielle et les recettes d'exportation du Zimbabwe. Les réformes visaient à remédier à la répartition inéquitable des terres à l'époque coloniale, où un petit nombre de fermiers blancs possédaient 50% des terres fertiles, ne laissant que très peu d'opportunité à la population autochtone. Bien que l'agriculture nécessite beaucoup d'investissements, elle fournit des matières premières et emploie une grande partie de la population active. Une production efficace pourrait permettre au pays de grandes économies, actuellement dépensées pour l'importation de céréales (blé, soja, maïs). L'état d'esprit du gouvernement en faveur de l'agriculture, présent également dans la NDS1, est ancré dans un programme appelé "Pfumvudza" (qui signifie "révolution des maîtres-agriculteurs"). Cependant, l'actuelle approche du gouvernement en matière de subventions et de réglementation de la propriété foncière crée des problèmes de confiance parmi les

agriculteurs et les investisseurs potentiels. L'agriculture suit un modèle dirigiste dans lequel le gouvernement fixe les prix à la vente.

Le pays investit également dans la recherche et le développement du secteur agroalimentaire. Une innovation récente est la mise sur le marché d'un nouvel hybride de sorgho blanc (grand millet). La nouveauté permet aux agriculteurs d'augmenter leur rendement de 25 % par rapport aux variétés existantes.

En 2018, le gouvernement a lancé une stratégie qui vise à augmenter la production de café à 10 000 tonnes d'ici 2024. Le plan nécessitera un investissement de USD 60 millions répartis sur cinq ans pour maintenir les exploitations de café existantes et établir 4 700 hectares de nouvelles plantations. Le gouvernement espère également établir un modèle de financement durable pour cette culture. La culture du tabac, plus grande source de revenu de devises étrangères du pays, a connu un succès notable. La production de tabac zimbabwéen a dépassé l'objectif fixé pour 2023 selon les statistiques officielles. Il convient de noter l'augmentation considérable du volume vendu par le biais du système de vente aux enchères, qui a enregistré une hausse de près de 80 % par rapport à la saison dernière.

Le Zimbabwe a un grand besoin d'équipements modernisés pour améliorer la production agricole. Un manque dans le secteur de l'agrochimie mais également dans les technologies d'irrigations et d'agriculture biologique, en expansion, est à relever. Conformément à l'objectif du gouvernement qui consiste à accroître la valeur ajoutée de sa production, les produits alimentaires nécessitent plus de technologie de transformation.

#### b) Ressources naturelles et mines

Le secteur minier du Zimbabwe est sans doute l'épine dorsale de l'économie du pays, offrant de nombreuses opportunités et des investissements directs étrangers. Le secteur est très diversifié et compte près de 40 minéraux différents, dont les platinoïdes, le chrome, l'or, le charbon et les diamants. Le Zimbabwe possède le deuxième plus grand gisement mondial de minerais de platine (2,8 milliards de tonnes) et de chrome (10 milliards). Bien que le secteur représente environ 12 % du PIB et a le potentiel de générer 12 milliards de dollars US par an d'ici fin 2023, la difficulté d'accès à l'électricité, les pénuries de devises étrangères et une perte de revenu via la contrebande posent des défis. Le Zimbabwe est le dixième exportateur africain de ressources naturelles, avec des exportations de USD 9,77 milliards en 2022.

Les réserves de lithium du pays sont estimées être les plus importantes d'Afrique. Le gouvernement a interdit l'exportation de « l'or blanc » brut depuis décembre 2022. Cette décision a pour but de réduire l'exploitation minière artisanale et encourager les installations approuvées par l'État, ce qui aboutirait à la production de batteries au lithium dans le pays. Cette interdiction vise également à dissuader la contrebande vers l'Afrique du Sud et les Émirats arabes unis, qui coûterait au pays USD 1,8 milliard en pertes de revenus miniers par an. Alors que les nations cherchent à réduire leur empreinte carbone, la demande d'énergie durable a explosé, alimentant la concurrence mondiale. La Chine s'est concentrée sur l'obtention de minéraux essentiels pour les sources d'énergie respectueuses du climat, telles que les batteries. Plusieurs entreprises chinoises ont récemment fait des acquisitions de plusieurs millions de dollars pour s'assurer des approvisionnements en lithium au Zimbabwe. Ainsi, le Zimbabwe pourrait devenir le cinquième producteur mondial de lithium grâce à un investissement chinois d'un milliard de dollars.

Invictus Energy, société cotée à Sydney, et son programme d'exploration du projet Cabora Bassa, a donné des résultats encourageants en termes de découvertes de pétrole et de gaz, ce qui contribuerait à la sécurité énergétique et à la réduction des coûts d'importation. Le Zimbabwe, ayant rejoint le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable en mars 2023, a également participé



à la conférence mondiale sur la fiscalité minière du futur en présentant le prochain *Mine and Mining amendment Bill 2024*.

L'intérêt renouvelé du pays pour la production nationale de produits minéraux à valeur ajoutée offre des opportunités significatives pour les machines lourdes d'extraction souterraine ainsi que les infrastructures de transport. Important de noter également que le Zimbabwe est vice-président du processus de Kimberley et en a assumé la présidence en 2023. Son rôle s'est limité à un volet organisationnel.

#### c) Infrastructures

Enclavé, le Zimbabwe dépend du port de Beira. Il sert d'accès au marché mondial pour le Zimbabwe par la route, le rail et un pipeline. En 2021, le Zimbabwe a signé un accord de coentreprise de 1,3 milliard d'USD avec la société britannique Coven Energy pour développer un nouvel oléoduc. Le partenariat s'étendra sur une période de 30 ans. Le Botswana, le Zimbabwe et le Mozambique vont également investir un total de 3 millions d'USD dans une étude de faisabilité pour la construction d'un port en eau profonde dans la province de Maputo. Le projet, en partenariat avec le secteur privé, comprend une ligne de chemin de fer reliant les trois pays sur une longueur de 1 100 kilomètres. Par ailleurs, la récente mise en service de deux nouvelles centrales électriques au charbon à Hwange a ajouté 600 MW au réseau national. Un accent sur la construction de nouveaux barrages et l'amélioration des routes peut être relevé.

#### d) Tourisme

Le tourisme est le troisième secteur d'activité du Zimbabwe, après l'exploitation minière et l'agriculture, et représente 4,25 % du PIB et 1,56 % de l'emploi total. Malheureusement, les arrivées de touristes au Zimbabwe ont chuté de 40 % en 2021 en raison des impacts du COVID-19. Le secteur du tourisme a généré USD 397 millions en 2021, contre USD 1,1 milliard en 2019. Le Zimbabwe a enregistré une augmentation de 108 % des arrivées de touristes au cours du premier trimestre de l'année 2023 par rapport à la période correspondante en 2022, ce qui indique que le secteur s'est remis de l'impact négatif de la pandémie. La désignation de Victoria Falls en tant que zone économique spéciale pour le tourisme et centre financier international devrait attirer les investissements. En outre, le gouvernement a allongé la piste de l'aéroport de Victoria Falls afin d'accueillir tous types de gros porteurs et a créé un nouveau terminal pour les passagers. L'aéroport international Robert Gabriel Mugabe a fait l'objet d'une rénovation d'un montant de 153 millions de USD, financée par la ChinaExim Bank, et devrait ouvrir son nouveau terminal au milieu de cette année. Cependant, les infrastructures (routes, chemins de fer, eau, télécommunications et énergie) restent obsolètes et ont besoin d'être remises en état. Afin de stimuler sa réputation touristique, le Zimbabwe accueille le sommet exécutif de la Society for Incentive Travel Excellence (SITE), qui d'est tenu à Victoria Falls en juin 2023.

#### e) Numérisation

La numérisation gagne rapidement du terrain au Zimbabwe, l'accent étant mis sur l'autonomisation de l'entrepreneuriat numérique en tant que moteur clé de la croissance économique. Le Digital Economy for Zimbabwe Country Diagnostic Report de la Banque mondiale identifie cinq éléments numériques fondamentaux qui peuvent débloquent la transformation numérique au Zimbabwe, y compris la numérisation des infrastructures, des plateformes gouvernementales, des services financiers et de l'entrepreneuriat. Le système de paiement numérique du Zimbabwe, qui traite 96 % de toutes les transactions dans le pays, a apporté de nombreux avantages en termes de transformation, notamment en évitant au pays d'avoir à imprimer continuellement de la monnaie pour répondre à la demande dans un contexte d'hyperinflation. La Banque centrale du Zimbabwe a annoncé son intention de lancer une plateforme peer-to-peer (P2P) visant à faciliter les transactions en utilisant une monnaie numérique adossée à l'or. Cette initiative vise à exploiter les vastes réserves d'or du pays afin de fournir un moyen stable et sûr pour les transactions en ligne.

#### f) Marché des crédits carbone

Le Zimbabwe s'efforce de se positionner comme un acteur clé sur le marché africain des crédits carbone avec la création d'un registre panafricain de crédits carbone volontaires sur le Victoria Falls Exchange (VFEX). Ces crédits sont achetés à la discrétion des entreprises ou des particuliers qui souhaitent compenser leurs émissions de carbone et ne sont pas réglementés par les gouvernements ou les agences internationales. Le Zimbabwe est actuellement le 12<sup>e</sup> producteur mondial de compensations carbone, ayant généré 4,2 millions de crédits à partir de 30 projets enregistrés au cours de l'année 2022. Toutefois, certains promoteurs de projets ont été accusés de surestimer le nombre de crédits carbone et d'exploiter les communautés locales. En outre, le gouvernement zimbabwéen a mis en place un cadre qui lui permet de collecter 50 % du produit de la vente des crédits carbone, qui sera déposé dans le Fonds national pour le climat. Selon les dirigeants, cela permettrait de canaliser les fonds vers des projets durables. Le marché de la compensation carbone est actuellement évalué à environ USD 2 millions et devrait atteindre USD 1 000 milliards au cours des 15 prochaines années. Cependant, la taxation à 50% est ressentie comme un moyen de dissuader l'engagement de partenaires occidentaux (dont l'action répond à des critères stricts) et devrait favoriser l'engagement de partenaires potentiellement plus flexibles.

### **3. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE**

---

#### **3.1. Politique et priorités du pays hôte**

Le Zimbabwe a pris des mesures importantes pour développer ses relations commerciales avec ses partenaires africains et internationaux. Le pays est membre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). De plus, le pays a ratifié l'accord sur la Zone de libre-échange tripartite (TFTA), qui vise à rassembler 27 pays représentant plus de la moitié des membres de l'Union africaine, la majorité de son PIB et une population de 800 millions d'habitants. Le Zimbabwe a également rejoint la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) et le mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), qui visent à promouvoir le développement durable et la coopération économique sur l'ensemble du continent.

Le Zimbabwe a signé des traités d'investissement avec 17 pays, dont des partenaires majeurs comme les Pays-Bas, le Danemark et la Chine. En 2009, le Zimbabwe a signé un accord de partenariat économique intérimaire (APEI) avec l'Union européenne, qui est entré en vigueur en 2012. Le Zimbabwe s'est engagé à libéraliser 80% de ses importations en provenance de l'UE d'ici 2022, objectif qui a été atteint. Le Zimbabwe et quatre de ses partenaires (l'île Maurice, Madagascar, les Seychelles et les Comores) négocient actuellement avec l'UE un accord de partenariat économique (APE) plus complet. Les négociations entrent dans leur 8<sup>ème</sup> cycle et comprennent de nouveaux chapitres ambitieux tels que le commerce des services, le commerce et le développement durable, les obstacles techniques au commerce, les droits de propriété intellectuelle, etc. Un accord APE avait également été signé avec la Grande-Bretagne avant que celle-ci ne quitte l'UE. Afin d'étendre ses relations commerciales, ZimTrade a signé un accord avec le Centre national de commercialisation de la Biélorussie. Les liens bilatéraux entre les deux pays se développent, avec 9 nouveaux accords commerciaux signés, en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture et l'exploitation minière. Afin de stabiliser le taux de change, le gouvernement a supprimé, en mai 2023, les licences d'importation sur les produits de base, ainsi que les droits et taxes à l'importation.

#### **3.2. Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)**

Actuellement, les accords de libre-échange susmentionnés ne présentent aucun potentiel connu de discrimination. Toutefois, il est nécessaire de suivre de près les négociations en cours entre le Zimbabwe et l'UE, ainsi que la mise en œuvre de l'accord entre le Zimbabwe

et le Royaume-Uni, compte tenu de la stratégie *Global Britain* déjà entamée. La Suisse a été l'un des premiers pays à conclure un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements (BIPPA) avec le Zimbabwe, et il est essentiel de veiller à l'application effective de cet accord afin d'améliorer le cadre juridique des investissements entre la Suisse et le Zimbabwe.

Néanmoins, le processus d'indemnisation a été lent jusqu'à présent. Il y a eu un nouvel élan sur cette question depuis que le gouvernement zimbabwéen a signé l'Accord global de compensation en 2020, qui permet une compensation allant jusqu'à USD 3,5 milliards pour les fermiers blancs expropriés. En outre, le gouvernement a introduit un instrument juridique (SI 62) en mars de la même année pour remettre l'accent sur l'indemnisation des agriculteurs couverts par la BIPPA. Depuis décembre 2022, ce processus a bénéficié d'une légère accélération avec l'établissement d'un dialogue institutionnalisé entre le Zimbabwe et ses créanciers. Facilité par la banque africaine de développement, les discussions ont donné lieu à un ensemble de réformes, dont la formation de trois groupes de travail. L'un de ces groupes s'occupe spécifiquement de la question de l'indemnisation et l'ambassadeur de Suisse à Harare en a été nommé coprésident, avec le Bureau de la présidence, ce qui permet des accès facilités.

## 4. COMMERCE EXTÉRIEUR

---

### 4.1 Evolution et perspectives générales

L'excédent de la balance courante du Zimbabwe devrait tomber à 2,2 % du PIB en 2023, contre 3 % l'année précédente. Cette baisse peut être attribuée à l'augmentation de la demande d'importations au cours de la période précédant les élections et à la baisse des prix mondiaux des produits de base exportés par le Zimbabwe. S'il est possible que la croissance nominale des importations connaisse une baisse marginale, celle-ci est principalement influencée par la baisse des prix mondiaux plutôt que par la diminution de la demande d'importations.

Le prix moyen du pétrole brut Brent, qui a chuté de 6,9 % en 2023, allégera la facture des importations, le carburant représentant 15,6 % des importations totales de biens du Zimbabwe. Malgré cela, la croissance réelle des importations devrait rester soutenue, à 5,3 % en 2023. La baisse des prix mondiaux du nickel, l'une des principales exportations du Zimbabwe, exercera une pression sur le commerce extérieur. Les envois de fonds des expatriés continueront de soutenir l'excédent du compte courant, comme ils le font depuis 2019. En revanche, le compte des revenus primaires continuera de souffrir d'un déficit dû au rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères. Malgré l'excédent du compte courant, la position du Zimbabwe reste délicate en raison d'entrées de capitaux limitées et de sorties dissimulées et autres flux financiers illégaux. En outre, les réserves de change sont alarmantes, ce qui incite la banque centrale à maintenir sa politique restrictive, au moins jusqu'aux élections.

Malgré une balance courante positive, l'escalade du déficit commercial suscite des inquiétudes. En 2022, il a bondi de 31,2 %, passant de 1,54 milliard USD à 2,02 milliards USD. Au cours des deux premiers mois de 2023, le déficit a dépassé 300 millions USD. La situation a été aggravée par les répercussions du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur les prix mondiaux des carburants, des denrées alimentaires et des engrais, ainsi que par la redollarisation rapide de l'économie zimbabwéenne. Si cela a rendu les produits étrangers plus abordables pour les Zimbabwéens, cela a rendu les produits nationaux plus chers pour les acheteurs étrangers.

En tant que pays enclavé, le Zimbabwe sert de pays de transit pour les flux de marchandises dans la région. D'un point de vue continental, 61,4 % des exportations zimbabwéennes en valeur ont été livrées à d'autres pays africains, tandis que 35 % ont été vendues à des importateurs asiatiques. L'Europe n'a représenté que 3,5 % des expéditions de marchandises du Zimbabwe.

L'or (32,9 % des exportations totales), le tabac (30 %), le nickel (20 %), les ferro-alliages (4,8 %), les diamants (3,9 %) et le platine (3,4 %) constituent les principales exportations du Zimbabwe. Depuis 2020, les importations de produits pharmaceutiques, d'engrais et de technologies ont augmenté de manière significative, tandis que les importations de céréales ont diminué. En anticipation de bonnes saisons de pluies, le gouvernement augmente ses intrants agricoles, signalant sa volonté d'indépendance dans la production agricole. Le gouvernement vise à doubler ses exportations d'ici 2025, en mettant l'accent sur les produits à valeur ajoutée tels que les produits agricoles transformés et les textiles. Pour atteindre cet objectif, le pays cherche à diversifier ses marchés d'exportation au-delà des partenaires traditionnels tels que l'Afrique du Sud et l'Union européenne. En outre, la croissance en Afrique du Sud, le principal allié commercial du Zimbabwe, devrait continuer à faiblir cette année pour atteindre 1,4 % avant de s'établir à 1,8 % en 2024.

Une autre tendance émergente est l'intérêt croissant pour les énergies renouvelables en tant que source potentielle d'exportations. Le Zimbabwe dispose d'abondantes ressources naturelles telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse, qui peuvent être exploitées pour la production d'électricité destinée à la fois à la consommation locale et à l'exportation. Le gouvernement a exprimé son intention d'attirer des investisseurs étrangers pour développer des projets d'énergie renouvelable à grande échelle, en particulier dans le domaine de l'énergie solaire et éolienne, afin d'augmenter les recettes d'exportation du pays. A ce jour, il est prématuré d'évaluer l'impact de la nouvelle matrice économique et des deux séries de réformes introduites en mai 2023 sur le marché extérieur.

#### **4.2. Commerce bilatéral**

En 2019, le volume commercial avait nettement diminué et n'avait atteint que 7,8 millions de CHF, après une augmentation nette en 2018. Le volume commercial pour l'année 2020 était de 9,3 millions de CHF. Pour l'année 2021, il était de 9.2 millions.

En 2022, on peut observer une légère augmentation de 4.3%, avec 4,9 millions de CHF d'importation et 4,7 millions de CHF d'exportations. Ceci est dû, en grande partie, à l'augmentation des exportations depuis la Suisse de technologies qui ont augmenté de 340%. Les engrais ainsi que les produits pharmaceutiques restent les principales catégories exportées au Zimbabwe. La Suisse importe à son tour l'or, les pierres précieuses ainsi que le tabac zimbabwéen.

Le gouvernement zimbabwéen vise à investir dans le développement de son système de santé. Cela représente une opportunité importante pour les entreprises pharmaceutiques suisses spécialisées dans les maladies non transmissibles. Le Zimbabwe dépensant plus de 400 millions de dollars par an en importations de médicaments.

Le Zimbabwe se numérise de plus en plus. Cette année a eu lieu le sommet Transform Africa (TAS) à Victoria Falls, où le roi Mswati, les présidents du Zimbabwe, de la Zambie et du Malawi ont abordé les questions des technologies d'information et communication. Le thème de la foire commerciale internationale (ZITF2023) de cette année a été « Innovation transformatrice et compétitivité mondiale » avec un accent sur le développement technologique. Ses récentes réformes fiscales ouvrent également la porte au développement de systèmes numériques de gestion. Ils pourraient couvrir les différentes étapes de la production, de l'importation, de l'exportation et de la distribution des produits soumis à des droits d'accises tels que le tabac.

### **5. INVESTISSEMENTS DIRECTS**

---

#### **5.1 Evolution et perspectives générales**

Les perspectives générales pour les investissements étrangers au Zimbabwe sont

actuellement négatives, en grande partie à cause de la chute des prix des matières premières à l'échelle globale et des craintes d'instabilité à court terme provoquées par les élections. En outre, le pays connaît de longues coupures d'électricité qui ne devraient s'améliorer que progressivement.

Malgré ces obstacles, le secteur minier reste le terrain le plus fertile au Zimbabwe. Selon l'Agence de développement des investissements du Zimbabwe, les investisseurs internationaux affluent dans le pays pour le lithium. Sur les 116 licences d'investissement délivrées à des investisseurs étrangers au cours des trois premiers mois de 2023, 42 ont été accordées à des entreprises cherchant à s'implanter dans l'industrie du lithium. Avec l'établissement de nouvelles mines et une réduction de la contrebande, les exportations officielles de minéraux devraient passer de 2 milliards USD avant 2022 à un montant de 8 à 10 milliards USD d'ici fin 2023.

## **5.2. Investissements bilatéraux**

Malgré un ralentissement économique, le Zimbabwe est considéré comme ayant un grand potentiel en raison de ses ressources naturelles et de sa main-d'œuvre qualifiée. La Suisse est devenue l'un de ses plus grands investisseurs européens depuis 2017. Par ailleurs, elle investit 16 millions USD par l'intermédiaire de la DDC pour soutenir les petites entreprises au Zimbabwe et en Zambie. Parmi les principaux investisseurs suisses au Zimbabwe figurent ABB, Bata, Glencore/Zuva, MSC Mediterranean Shipping Company, Nestlé, Syngenta, Trafigura/Puma et Vitol. L'accord bilatéral de promotion et de protection des investissements afin d'encourager les investissements mutuels est entré en vigueur en 2001.

Nestlé a réalisé d'importants investissements au Zimbabwe, dont une extension de USD 2,5 millions d'une ligne de fabrication de céréales en 2020. Cet investissement fait partie de son plan 2020-2023. Nestlé a également lancé le Nestlé Dairy Empowerment Scheme, qui forme les agriculteurs à la production laitière et à l'agro-entreprenariat, et soutient le développement des pâturages. La société a également lancé l'initiative MyOwnBusiness pour aider les femmes à créer et à maintenir leur propre entreprise en tant que sous-distributrices de Nestlé. Par l'intermédiaire de sa filiale Nespresso, Nestlé s'est associée à l'organisation locale TechnoServe pour relancer l'industrie du café au Zimbabwe. Le programme comprend une formation et l'achat de grains de café à des prix plus élevés au profit des agriculteurs locaux.

Toutefois, malgré la présence de Lafarge/Holcim parmi les entreprises suisses les plus réputées de la région, Lafarge Cement Zimbabwe est en cours de restructuration et a changé son nom commercial en Khayah Cement. Elle a été rachetée par un investisseur zimbabwéen.

## **6. PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

---

### **6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse**

Le 9 juin 2021, l'ambassade de Suisse, en collaboration avec des entreprises suisses locales, a annoncé la création de la "Swiss Zimbabwe Business Chamber", marquant ainsi une étape importante dans le renforcement des liens économiques entre les deux nations. Cette chambre de commerce bilatérale constitue une plateforme pour les grandes entreprises et les PME, dans le but d'encourager les relations économiques et de faciliter les échanges. La création de la chambre de commerce a reçu le soutien et l'appréciation du gouvernement zimbabwéen et des entreprises locales. Son conseil est actuellement présidé par Swissbio, Nestlé Zimbabwe, Roche et Holcim/Lafarge. Ayant subi un ralentissement dans ses activités au cours de l'année 2022, une redynamisation au sein du conseil de la chambre est prévue pour 2023 avec une prochaine rencontre en octobre de cette année.

Afin de renforcer ce partenariat commercial, le "Swiss Business Hub" situé à Pretoria a également mis en place un site web complet faisant partie de la plateforme de promotion commerciale "Switzerland Global Enterprise. Ce site vise à fournir des informations utiles aux investisseurs et exportateurs suisses désireux de pénétrer le marché zimbabwéen. En outre, reconnaissant l'importance d'attirer les investissements locaux et internationaux, l'Agence de développement des investissements du Zimbabwe (ZIDA) a été créée au début de l'année 2020. La ZIDA est un organisme central qui offre des conseils d'experts et des services de soutien aux investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, afin de rationaliser le processus d'investissement dans le pays.

## **6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse**

La Suisse bénéficie d'une bonne réputation au Zimbabwe, et Genève, centre des Nations unies, jouit d'un grand prestige. En tant que destination touristique, la Suisse reste chère pour une majorité de Zimbabwéens. Néanmoins, plusieurs étudiants zimbabwéens choisissent de s'inscrire dans des établissements d'enseignement suisses réputés tels que l'École hôtelière de Lausanne. Il existe également quelques programmes de formation dans l'Université de Zurich, suivie par des membres de la société civile au Zimbabwe.

La participation du Zimbabwe au Forum économique mondial (WEF) de Davos depuis quelques années témoigne de sa volonté de réengagement. En 2023, la délégation zimbabwéenne, menée par le ministre des affaires étrangères et du commerce international Frederick Shava, a participé au WEF sur l'Afrique. Cet événement réunissait des dirigeants africains et mondiaux afin d'aborder les questions urgentes en matière d'investissement et de commerce sur le continent.

En outre, le rôle actif de l'ambassade dans le dialogue structuré sur les arriérés de la dette témoigne de la confiance que le gouvernement du Zimbabwe accorde à la Suisse. Le nouveau programme de coopération pour le Zimbabwe et la Zambie, qui s'étend de 2023 à 2026, vise à approfondir la coopération au développement, soutenant ainsi la croissance à long terme.

## **ANNEXE 1 – Structure de l'économie**

---

### **Structure de l'économie du pays hôte**

<b>Répartition du PIB</b>	<b>2020</b>	<b>2021<sup>1</sup></b>
Agriculture	8,8%	8,8%
Industrie	32.8%	28.8%
Services	52.9%	56.6%

<b>Répartition de l'emploi</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Agriculture	62%	62%
Industrie	11%	12%
Services	27%	27%

Source:

- [data.worldbank.org](https://data.worldbank.org)

---

<sup>1</sup> Les données pour 2022 ne sont pas disponibles selon la Banque mondiale, prise en compte des données disponibles les plus récentes.

**ANNEXE 2 – Principales données économiques****Principales données économiques du pays hôte**

	2021	2022	2023 <sup>2</sup>
<b>PIB (USD mia)*</b>	<b>32,568</b>	<b>36,287</b>	<b>34,654</b>
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	<b>2,101.180</b>	<b>2,300.560</b>	<b>2,143.877</b>
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	<b>6.338</b>	<b>3.467</b>	<b>3.035</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>98.546</b>	<b>86.668</b>	<b>46.468</b>
<b>Taux de chômage (% de la population active)****</b>	<b>8.1</b>	<b>7.9</b>	<b>N/A</b>
<b>Solde budgétaire (% du PIB)**</b>	<b>-1.5</b>	<b>-1.9</b>	<b>-1.9</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)**</b>	<b>4.8</b>	<b>3.3</b>	<b>1.5</b>
<b>Dette extérieure totale (% du PIB)***</b>	<b>67.565</b>	<b>67.224</b>	<b>61.664</b>
<b>Service de la dette (% des exportations)****</b>	<b>8.9</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>Réserves (mois d'importations) ***</b>	<b>1.3</b>	<b>0.9</b>	<b>0.9</b>

\* Source: FMI, World Economic Outlook (Avril 2022)

- [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=698,&s=NGDP\\_RPCH,NGDPD,NGDPDPC,PCPIPCH,&sy=2020&ey=2027&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1\\*\\*](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=698,&s=NGDP_RPCH,NGDPD,NGDPDPC,PCPIPCH,&sy=2020&ey=2027&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1**)

Source : FMI, Article IV Consultation [2022]

- <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/04/08/Zimbabwe-2022-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-516378>

\*\*\* Source: IMF Resident Representative Offices

\*\*\*\* Source: <https://data.worldbank.org/indicator/DT.TDS.DECT.EX.ZS?locations=ZW>

<sup>2</sup> Prévisions.



**ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux****Partenaires commerciaux du pays hôte****Année : 2022**Perspective selon le pays hôte<sup>3</sup>

Rang	Pays	Exportations* <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Rang	Pays	Importations* <i>par le pays hôte</i> (USD millions)
1	Afrique du Sud	2,754.86	1	Afrique du Sud	3,601.91
2	Émirats arabes unis	2,126.19	2	Chine	1,267.14
3	Chine	583.60	3	Mozambique	335.73
4	Belgique	214.94	4	Zambie	300.81
21	<i>Suisse</i>	11.49	34	<i>Suisse</i>	5.52
	<b>Total**</b>	<b>5,846</b>		<b>Total**</b>	<b>6,412</b>

Sources:

- <https://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85&sld=1514498277103>\*
- <https://data.imf.org/regular.aspx?key=61013712>\*\*

<sup>3</sup> Selon le FMI, le Zimbabwe est l'un des très rares pays membres qui n'est pas couvert de manière adéquate par les statistiques IFS Direction of Trade (DOT) en raison des sources de données limitées.

**ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux****Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte**

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)
2018	17.3	89.2	3.1	-12.3	14.2	20.3
2019	3.7	-78.6	4.1	35.8	-0.4	7.8
2020	3.6	-1.8	5.6	35.8	-2.0	9.2
2021	4.5	25.2	4.7	- 16.5	-0.2	9.2
<b>2022</b>	<b>4.7</b>	<b>2.9</b>	<b>4.9</b>	<b>4.3</b>	<b>-0.2</b>	<b>10.6</b>
<i>(Total 1)*</i>						

\*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

<b>Exportations</b>	<b>2021</b> (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	76.5%
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	11.1%
3. Machines, appareils électroniques	9.3%
4. Métaux	1.3%

<b>Exportations</b>	<b>2022</b> (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	50.3%
2. Machines, appareils, électronique	39.9%
3. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	3.7%
4. Métaux	2.3%

<b>Importations</b>	<b>2021</b> (% du total)
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	85 %
2. Métaux précieux et pierres gemmes	5.9%
3. Textiles, habillement, chaussures	3.9%
4. Pierres et terres	1.2%

<b>Importations</b>	<b>2022</b> (% du total)
1. Métaux précieux et pierres gemmes	61%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	33%
3. Pierres et terres	2.6%
4. Textiles, habillement, chaussures	1.3%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

▪ <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

**ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs**

---

**Permis d'investissement semestriels délivrés par le pays\*****2022**

Rang	Pays	No. d'investisseurs	Valeur de l'investissement (Mio)
1	Chine	53	939.5
2	Inde	15	135.7
3	Royaume-Uni	3	77
4	L'île Maurice	4	47.6
	<i>Suisse</i>	0	0
<b>Total</b>		<b>107</b>	<b>1,355</b>

**2023**

Rang	Pays	No. d'investisseurs	Valeur de l'investissement (Mio)
1	Chine	160	943.7
2	Etats Unis d'Amérique	5	166
3	Chypre	1	160
4	Afrique du Sud	9	132.3
	<i>Suisse</i>	1	10.5
<b>Total</b>		<b>287</b>	<b>1,835.55</b>

Source : [https://zidainvest.com/assets/pdf/ZIDA\\_Q2\\_Report.pdf](https://zidainvest.com/assets/pdf/ZIDA_Q2_Report.pdf)

---